



Genève et Région

OLIVIER JORNOT «S'ANALYSE»

CONSEIL D'ÉTAT Ebranlé par le désaveu libéral, le député juge qu'il doit maintenant prendre du recul. Page 20



250 ANS
Le temple de Chêne-Bougeries fait peau neuve. Page 21

Le Conseil administratif écharpe Manuel Tornare

■ L'Exécutif a détesté que le maire négocie en solo avec les syndicats. Il l'accuse d'avoir menti. Le personnel se braque et déclare la guerre à la Ville.

JÉRÔME FAAS

A ce stade de virulence, la rupture de collégialité devient lynchage. Hier, le Conseil administratif de la Ville a publié un communiqué de presse regrettant «les interventions intempestives» de Manuel Tornare auprès des syndicats. Fait rarissime, les magistrats accusent le maire d'avoir menti. Ce dernier s'était publiquement désolidarisé de l'Exécutif, affirmant qu'il ne partageait pas son point de vue sur les négociations salariales à venir. Le socialiste avait tenté lundi une médiation en solo avec le personnel. Ses collègues le lui reprochent et dénoncent sa duplicité. Ils affirment qu'à l'interne, jamais Manuel Tornare n'avait manifesté le désaccord dont il se drape aujourd'hui.

L'Exécutif assure que contrairement à ses dires, le maire ne se serait opposé ni à la conférence de presse sur le nouveau statut du personnel ni à la subordination du versement des annuités extraordinaires 2008 à la tenue d'une unique semaine marathon de négociations, du 24 au 28 novembre.

Outre cette charge brutale, les magistrats reviennent sur le fond du problème: l'agenda des pourparlers et leur proposition de nouvelle grille salariale faite la semaine dernière, qui, malgré leurs dénégations, débouche sur la baisse des traitements des employés.

Le Conseil administratif confirme sa volonté de mener des négociations non-stop; il insiste sur «le caractère abouti» de ses propositions salariales et il réaffirme «sa détermination de ne pas réaliser d'économies globales au détriment du personnel»: il explique à ce propos qu'en parlant de baisses de salaire, les observateurs avaient omis de prendre en compte «les importants rattrapages auprès de la caisse de pension». Bref, la Ville semble camper sur ses positions, ignore les discussions des syndicats avec le maire et écarte définitivement ce dernier du processus.

Ces propos braquent les employés, qui réagissent via Nicolas Moro, de la commission du personnel.

«Il va y avoir la guerre, alors que nous n'étions pas forcément partis pour»

NICOLAS MORO, COMMISSION DU PERSONNEL DE LA VILLE

«L'Exécutif essaie de démentir le fait qu'il réalise des économies. Mais comment la caisse de pension pourrait-elle lui coûter plus cher si les salaires baissent? Il faut qu'il cesse de nous prendre pour des imbéciles!»

Que le collègue qualifie ses propositions d'«abouties» fâche tout autant. «Nous comprenons bien que nous n'avons rien à négocier mais qu'on attend de nous que nous disions oui amen. Nous entrons dans un système où il va y avoir la guerre, alors que nous n'étions pas forcément partis pour.»

Quant à la semaine non-stop de négociations, Nicolas Moro l'exclut. «Nous serons présents le 24 mais nous n'aborderons que les modalités de discussion,

Le Conseil administratif dénonce la duplicité du maire



Sandrine Salerno.
(MICHEL PERRET)



Rémy Pagani.
(LAURENT GUIRAUD)



Patrice Mugny.
(LAURENT GUIRAUD)



Pierre Maudet.
(LAURENT GUIRAUD)



Le maire Manuel Tornare se voit reprocher sa «posture anticollégiale» par ses quatre collègues, qui l'accusent en outre d'avoir menti. Lui garde le silence. (LAURENT GUIRAUD)

pas le fond du statut. Nous ne ferons pas de marathon et ne plierons pas.»

Confusion au Palais Eynard

Rémy Pagani, vice-président de l'Exécutif, maintient que des négociations qui traînent en longueur sont «malsaines». Et si les syndicats claquent la porte? «Chacun assumera ses

responsabilités.» Alors que dans l'expression «propositions abouties», le personnel retient l'adjectif «abouties», le magistrat souligne le terme «propositions». Il laisse la porte ouverte à un ajustement ultérieur de la grille salariale. Le document distribué la semaine passée par l'Exécutif serait-il caduc? La confusion qui règne au Palais

Eynard est telle qu'il est impossible de répondre à cette question.

PUBLICITÉ

syna
syndicat interprofessionnel

des fadaïses pour vous tromper

«...l'initiative va compliquer les choses en favorisant le travail au noir.»

Les opposant-e-s prétendent que des travailleurs s'engageront auprès d'employeurs sans que ces derniers les annoncent aux caisses de compensation, ceci afin de toucher une rente AVS et un salaire!

Ils nous prennent vraiment pour des ânes!



Age AVS je décide!

L'initiative AVS veut permettre la flexibilité = **on pourra très bien travailler à mi-temps et toucher une demi-rente, dès 62 ans et jusqu'à 65!**

Et personne n'aura intérêt à travailler au noir puisque son salaire déclaré seront perçues des cotisations AVS qui consolideront ses droits!

OUI le 30 novembre 2008

resp: Claude REYMOND, CGAS - rue des Terreaux-du-Temple 6 - 1201 Genève



Route des Jeunes. Le camion-grue était trop haut pour passer sous le viaduc de l'autoroute. (PASCAL FRAUTSCHI)

Un camion se couche sur le côté

Le trafic a été perturbé pendant plusieurs heures à la route des Jeunes hier matin. Aucun blessé.

Quand on voit ce mastodonte couché sur le flanc, on reste perplexe. Comment un tel poids lourd a-t-il pu se renverser ainsi? On imagine un choc extrêmement violent ou une vitesse excessive suivie d'une perte de maîtrise du véhicule. Rien de tout cela!

Simplement, le camion-grue était trop haut pour passer sous

le viaduc de l'autoroute qui longe la route des Jeunes, à la hauteur du Centre commercial de La Praille. «Normalement, il devait passer, mais la grue n'était pas repliée correctement, explique le porte-parole de la police genevoise, Patrick Pulh.

Reste à déterminer si c'était par négligence ou à cause d'une défaillance technique.» La route des Jeunes a été fermée à la circulation entre 9 h 30 et 11 h, dans le sens Bachet-Jonction.

Antoine Grosjean